

Qu'est-ce que Mai 1968 ?

Martin Nadeau

Numéro 129, printemps 2018

Mai 68 : cinquante ans plus tard

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/88087ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (imprimé)

1923-2764 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nadeau, M. (2018). Qu'est-ce que Mai 1968 ? *Inter*, (129), 6–11.

QU'EST-CE QUE MAI 1968 ?

► MARTIN NADEAU

Au sens le plus restreint, les événements de Mai 1968 désignent un mouvement social en France qui a été initié par des étudiants, lesquels ont participé à la plus importante grève générale du XX^e siècle en France, entre les mois de mai et juin 1968. S'il a réuni à son apogée jusqu'à 10 millions de grévistes (étudiants universitaires, mais aussi lycéens, ouvriers et paysans, le 24 mai 1968), ce mouvement de révolte et d'émancipation sociale ne saurait aucunement se confiner au contexte français.

En effet, l'année 1968 est une année charnière de contestations pour plusieurs sociétés. Mentionnons, en rafale : aux États-Unis le mouvement Black Power, des droits civiques pour les Noirs et d'opposition à la guerre du Vietnam ; au Japon l'alliance des syndicats étudiants et ouvriers communistes conduisant aux grèves des Zengakuren, aux côtés des soubresauts d'un premier mouvement féministe japonais, en écho aux luttes féministes partout en Occident ; à Prague et à Berlin-Ouest les soulèvements respectivement contre le régime soviétique bureaucraté à Moscou et contre l'impérialisme capitaliste, de l'Algérie au Vietnam ; de Rome à Mexico, en passant par l'épicentre des barricades du Quartier latin à Paris, un printemps de la jeunesse dressée contre les structures jugées vermoulues des sociétés patriarcales, consuméristes, racistes et belliqueuses.

ORIGINE SOCIALE

Les origines de Mai 1968, en France, doivent également s'étendre sur le plan chronologique. Une démographie croissante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale se heurte à une sclérose du réseau de l'éducation publique et notamment celui des universités : il n'y a pas assez de ressources logistiques, de résidences, de locaux, de programmes et de personnel enseignant pour accueillir cette jeunesse réclamant une université à la fois plus démocratique et plus critique. De 1958 à 1968, le nombre d'étudiants en France a augmenté de 224 % ; en 1968, plus de 600 000 jeunes adultes étaient inscrits dans l'enseignement supérieur. « Nous voulons une université populaire », proclame laconiquement l'une des centaines de milliers d'affiches apposées dans l'espace public de cette période. Dès 1963, sur cette ligne de front, se développe un premier mouvement de grève à l'Université de Strasbourg.

ORIGINES INTELLECTUELLES

L'intelligentsia, à commencer par un Henri Lefebvre enseignant à cette dernière université la critique de la vie quotidienne¹, des avant-gardes telle l'Internationale Situationniste (1957-1972) aux côtés d'un hétéroclite spectre de la gauche, maoïste, marxiste-léniniste (Jeunesse communiste révolutionnaire [JCR], fondée en avril 1966) ou anarchiste (Ligue des étudiants anarchistes [LEA], 1965) nouent des alliances avec les différents syndicats étudiants chapeautés par l'Union nationale des étudiants français (UNEF).





Pour répondre à ces revendications estudiantines, l'État, gouverné par la droite conservatrice du président Charles de Gaulle, établit des universités fonctionnalistes destinées d'abord et avant tout à intégrer cette jeunesse au système capitaliste, sous le couvert d'une réforme dite modernisatrice : étudier, travailler, consommer. « Les exigences du capitalisme moderne font que la majeure partie des étudiants seront tout simplement de *petits cadres* », affirme un tract incendiaire rédigé notamment par le situationniste Mustapha Khayati et intitulé *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel, et de quelques moyens pour y remédier*². Ce tract, diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires et traduit en plusieurs langues (anglaise, italienne et japonaise, entre autres), peut être considéré à juste titre comme le détonateur intellectuel du mouvement de Mai 1968.

PRÉMICES AUX AGITATIONS

Après l'Université de Strasbourg en 1966 (où ce tract a été composé et d'abord distribué), c'est le nouveau campus fonctionnaliste de Nanterre, en banlieue parisienne, qui sera le foyer de l'étincelle soixante-huitarde en France. En mars 1967 se déroule la première occupation des résidences des filles à Nanterre. La pratique de l'occupation, d'abord des bâtiments universitaires, puis des usines et des salles de théâtre comme l'Odéon à Paris, est une composante essentielle du répertoire de l'action politique. Consécutivement à une grève d'étudiants et de professeurs dans le Quartier latin, la manifestation la plus importante depuis 1963, le Département de sociologie à Nanterre entre en grève le 17 novembre 1967. Il est suivi par d'autres disciplines à cette université ainsi que d'autres universités françaises : à Clermont-Ferrand, à Lyon, à Nantes ; mais aussi ailleurs en Europe comme à Berlin, à Rome et à Varsovie, en Afrique du Nord comme à Alger et en Asie comme à Tokyo.

Depuis janvier 1968 éclatent concomitamment en France de violentes manifestations ouvrières à Redon et à Caen, dans le secteur de la métallurgie. Une place à part doit être assignée à la journée du 22 mars à Nanterre, marquée par l'occupation des bâtiments administratifs et par la parole du *Manifeste des 142* étudiants, à l'origine du mouvement éponyme du 22 Mars qui formera un important socle médiatique pour Mai 1968, avec au premier plan la figure de l'étudiant de Nanterre Daniel Cohn-Bendit. Cette médiatisation, par la radio et la télévision, fait tache d'huile sur le feu allumé par ceux qui s'autoproclament « enragés » depuis l'intervention des policiers à l'Université.

Sept étudiants de Nanterre sont convoqués devant le conseil de discipline ; une réunion de soutien pour ces derniers, dans la cour de la Sorbonne, se traduit par de nombreuses arrestations. Devant le passage des fourgons cellulaires, le Quartier latin se soulève spontanément. La journée de la comparution des sept accusés de Nanterre (6 mai 1968), des pavés sont projetés contre les policiers sur les boulevards Saint-Germain et Saint-Michel à Paris. Ces pavés scelleront les premières barricades du Quartier latin, érigées notamment à partir des carcasses de voitures incendiées.

RÉPERTOIRE DE L'ACTION POLITIQUE

Au-delà de la chronologie des émeutes qui se bousculeront, il faut souligner des pratiques politiques de la contestation qui confèrent à l'événement Mai 1968 un caractère inédit, lequel, sans aucun doute, n'a pu être que très rarement dépassé par les mouvements sociaux subséquents. Il s'agit d'abord du Conseil pour le maintien des occupations (CMDO) qui a été fondé le 17 mai 1968 par des étudiants à la Sorbonne, appuyés, une nouvelle fois, par des éléments situationnistes. Le CMDO peut être présenté comme un centre de

coordination d'assemblées générales ininterrompues, délibérant jour et nuit, sans qu'aucune réunion particulière, aucune faction, ne s'impose aux côtés du débat commun.

L'organisation tripartite du CMDO, avec une Commission de l'imprimerie très prolifique dans la création d'affiches et de bandes dessinées détournées, une Commission des liaisons pour le maintien des liens entre toutes les universités et usines occupées ainsi qu'une Commission des fournitures chargée de l'approvisionnement en essence, en téléphones, en papier et en victuailles diverses, a été au cœur de la cohésion des « troubles de 1968 » qui ont ébranlé, en France plus que partout ailleurs, à la fois l'économie nationale et l'État.

HÉRITAGE DE MAI 1968

Guy Debord, dans ses *Commentaires sur la société du spectacle*, revenant 20 ans plus tard (1988) sur le premier pavé lancé contre *La société du spectacle* en 1967, estimait que « [l]a société modernisée jusqu'au stade du spectaculaire intégré se caractérise par l'effet combiné de cinq traits principaux, qui sont : le renouvellement technologique incessant ; la fusion économico-étatique ; le secret généralisé ; le faux sans réplique ; un présent perpétuel »³. Comment ne pas apprécier la perspicacité de cette analyse, aujourd'hui, 50 ans plus tard ? Les réseaux sociaux numériques perpétuent la glaciation sociale engendrée par les premiers médias de masse, au rythme, aujourd'hui, des *fake news* et de l'obsolescence programmée des appareils qui les distillent. Est-ce à dire que Mai 1968 a échoué ? Que, socialement, nous sommes toujours au même point ?

Oui, diront sans équivoque des situationnistes comme Guy Debord ou encore Raoul Vaneigem, auteur du sulfureux *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*⁴. Après les émeutes du 24 mai 1968, moment paroxystique du mouvement à Paris marqué notamment par l'incendie de la Bourse ainsi que la mise à sac de plusieurs commissariats de police, donnant suite à un discours particulièrement décalé – certains diront sénile – de la part du président De Gaulle accueilli dans la rue par les paroles réitérées de « De Gaulle, ta gueule ! », la France retourne dormir pour mieux travailler et davantage consommer. Des élections référendaires, tenues à la suite du rصاص des émeutes, des grèves, des manifestations et de la dissolution du CMDO, le 15 juin 1968, conduisent au triomphe des gaullistes.

Les raisons de cet « échec » sont multiples : le parti communiste français et ses appendices syndicaux ont pu être considérés, en fin de compte, comme une force contre-révolutionnaire – différente mais comparable dans ses effets à la répression policière – ayant négocié, selon eux, d'égal à égal avec le patronat et l'État. En effet, l'obtention de congés payés, l'augmentation substantielle des salaires pour les ouvriers et une certaine réforme des universités (embauche de personnel enseignant, gratuité scolaire) en ont incité d'aucuns à rentrer dans la régularité des rangs.

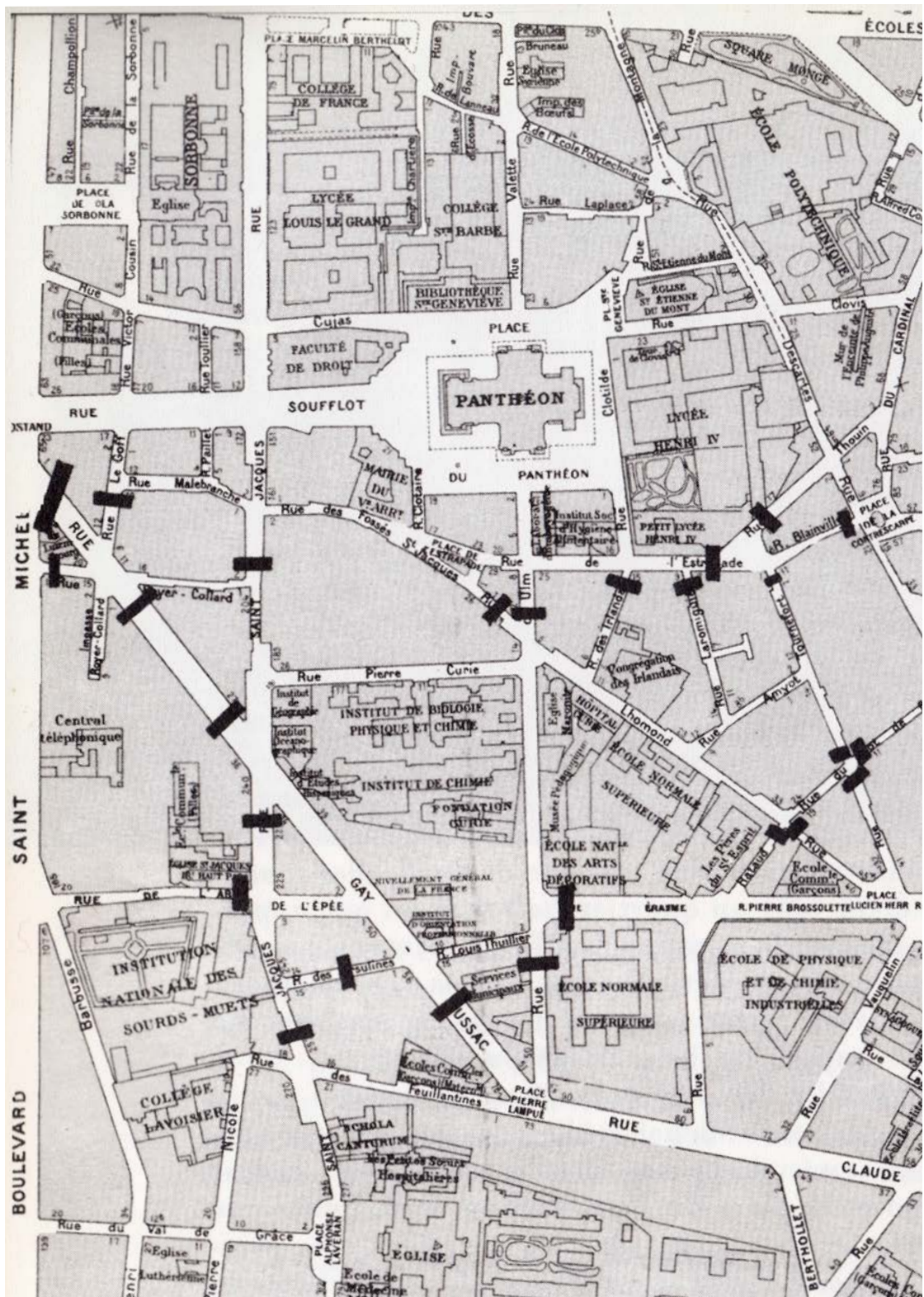
Il n'en demeure pas moins qu'au-delà de ce constat d'échec, ou non, de Mai 1968 – constat manichéen qui ne rend d'ailleurs pas justice à la complexité, à l'ambiguïté et aux paradoxes de l'événement –, celui-ci constitue le témoignage que des citoyennes et des citoyens ont cru et ont fait en sorte que la prise de parole publique et que la liberté de l'action politique s'avèrent des moyens tangibles pour recréer le monde commun. Il est de bon ton aujourd'hui, pour une pseudoélite intellectuelle, de gauche comme de droite, au Québec comme en France, de dénigrer Mai 1968 comme un mouvement marquant le triomphe de l'individualisme hédoniste et du rejet en bloc de l'autorité⁵. C'est là faire impasse sur la contextualisation d'une effervescence des mouvements féministes, étudiants, ouvriers, paysans, intellectuels, artistiques et poétiques où



> La rue Gay-Lussac au matin du 11 mai 1968.

ont été proclamées des paroles (sous forme de graffitis, de livres ou d'affiches) comme « L'imagination au pouvoir », « Une société qui abolit l'aventure, fait de l'abolition de cette société la seule aventure possible » et « Nous ne voulons pas d'un monde où la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre celle de mourir d'ennui ».

Mai 1968 est un mouvement pouvant être qualifié d'hédoniste, mais certainement pas seulement d'individualiste en raison précisément du caractère collectif des actions conduites (grèves, manifestations, émeutes, occupations...) et de la portée générale des principes gravitant autour de l'horizon de la liberté et du bonheur d'un monde commun. ◀



> Périmètre de défense, et emplacement des principales barricades du quartier occupé le 10 mai 1968.

Notes

- 1 Cf. Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, L'Arche, 1958, 23 p.
- 2 Ce pamphlet est reproduit intégralement dans René Vienet, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Gallimard, 1968, p. 221.
- 3 Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, suivi de *Préface à la quatrième édition italienne de « La société du spectacle »*, Gallimard, 1992 (1988), p. 22.
- 4 Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, 1967, 287 p.
- 5 Cf. Serge Audier, *La pensée anti-68 : essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, La Découverte, 2008, 379 p.

Martin Nadeau a réalisé une thèse de doctorat en histoire (McGill, 2001) portant sur le rôle de la pratique théâtrale pendant la Révolution française. Il s'intéresse en particulier au théâtre comme espace de résistance face aux tentatives d'instrumentalisation politique, et ce, aussi bien à l'égard de la censure que de la propagande. L'activité intempestive du public dans les nombreuses salles de théâtre à Paris pendant la Révolution a été la clé de voûte de cette résistance. Elle fait de cette pratique culturelle un authentique espace de débat politique immédiat, non médiatisé par les instances représentatives des nombreux gouvernements qui se sont succédés lors de ce moment révolutionnaire. Les travaux de Martin Nadeau ont été publiés sous forme d'articles scientifiques, notamment dans *Les annales historiques de la Révolution française*. L'auteur enseigne actuellement au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal.

Le manifeste des 142 voté à l'issue de l'occupation (fac-similé)

A la suite d'une manifestation organisée par le comité Viet Nam national, pour la victoire du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain, DES MILITANTS DE CETTE ORGANISATION ONT ETE ARRETES DANS LA RUE OU A LEUR DOMICILE PAR LA POLICE.

Le prétexte invoqué était les attentats qui eurent lieu contre certains édifices américains a Paris.

Le problème de la répression policière contre toute forme d'action politique se repose a nouveau.

Après -Les flics en civil a Nanterre et a Nantes.

-Les listes noires

-la trentaine d'ouvriers et d'étudiants emprisonnés a Caen, et dont certains sont encore en prison.

Les perquisitions et arrestations continuelles contre les étudiants de Nantes qui mirent a sac le rectorat...

Le gouvernement a franchit un nouveau pas. Ce n'est pas aux manifestations que l'on prend les militants, MAIS CHEZ EUX.

Pour nous ces phénomènes ne sont pas un hasard;

Ils correspondent a une offensive du capitalisme en mal de modernisation et de rationalisation. Pour réaliser ce but, la classe dominante doit exercer une répression a tous les niveaux.

-La remise en cause du droit d'association pour les travailleurs.

-L'intégration de la sécurité sociale.

-Automation et cybernétisation de notre société

-une introduction des techniques psycho sociologiques dans les entreprises pour applanir les conflits de classe (on prépare certains d'entre nous a ce métier)

Le capitalisme ne peut plus finasser.

NOUS DEVONS ROMPRE AVEC DES TECHNIQUES DE CONTESTATION QUI NE PEUVENT PLUS RIEN.

Le socialiste Wilson impose a l'Angleterre ce que de De Gaulle nous impose. L'heure n'est plus aux défilés pacifiques comme celui organisé par le SNESUP jeudi prochain sur des objectifs qui ne remettent rien en cause dans notre société.

Pour nous l'important est de pouvoir discuter de ces problèmes a l'université et d'y développer notre action.

NOUS VOUS APPELONS A TRANSFORMER LA JOURNEE DU VENDREDI 29 EN UN VASTE DEBAT SUR

-Le capitalisme en 68 et les luttes ouvrières.

-Université et université critique

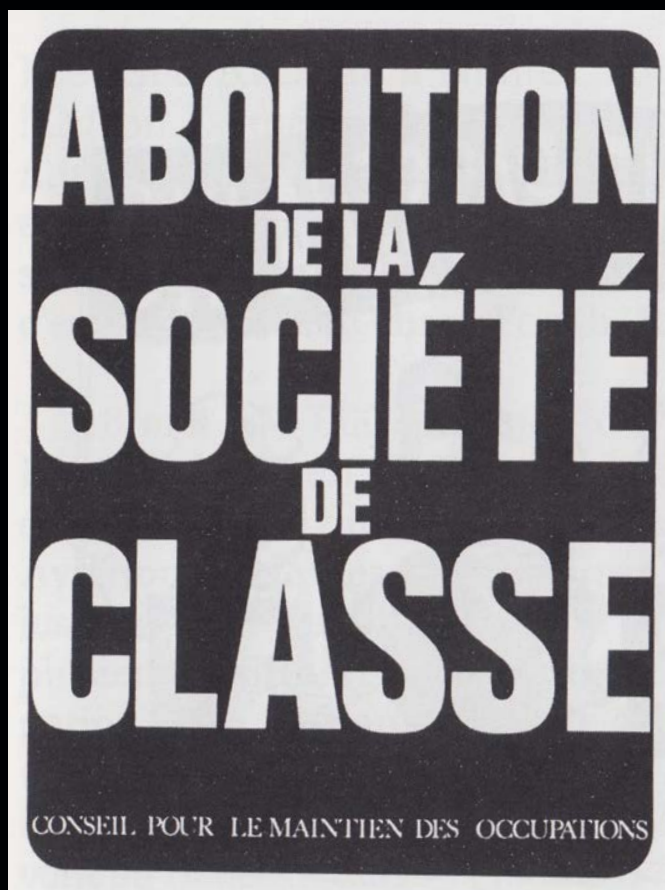
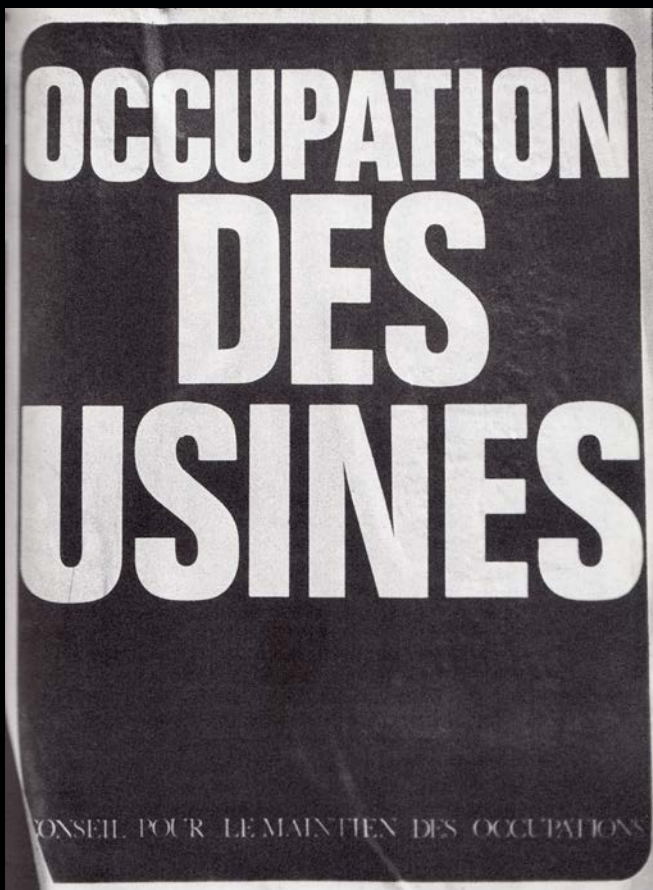
-La lutte anti impérialiste

-Les pays de l'est et les luttes ouvrières et étudiantes dans ces pays.

POUR CELA NOUS OCCUPERONS TOUTE LA JOURNEE LE BATIMENT C POUR DISCUTER DE CES PROBLEMES PAR PETITS GROUPES DANS DIFFERENTES SALLES.

A chaque étape de la répression nous riposterons d'une manière de plus en plus radicale et nous préparerons dès maintenant une manifestation devant la préfecture des hauts de seine

Texte voté par 142 étudiants occupant de nuit le bâtiment administratif de la faculté de Nanterre
2 contre et 3 abstentions.



> Affiches du Conseil pour le maintien des occupations (CMDO), Paris, 1968.